SEN 583729 7224

LETTRE

sur

le rétablissement de la Monarchie Française et sur les véritables causes de son retardement et de celui de l'ordre, en Europe.

Je vous pardonne, Monsieur, d'avoir rendu publique ma *Lettre sur Buonaparte*, puisque vous avez eu la précaution d'en supprimer ce qui auroit pû en déceler l'auteur; mais je ne saurois vous pardonner d'en avoir envoyé un exemplaire au premier Consul, dans la persuasion, dites-vous, que ce pamphlet est capable de produire un effet salutaire sur son esprit. Comment une pareille idée a t'elle pû entrer dans le vôtre? Ignorez-vous que les passions, si clairvoyantes pour tout ce qui les favorise, [illegible]t aveugles et sourdes pour tout ce qui les contrarie? Et en connoissez-vous de plus indocile à la raison, que la passion du pouvoir?

Buonaparte se montre trop fier de sa qualité de Chef de la République, trop vain des honneurs de la représentation; il met trop de mesure et de poids, dans ses manières et ses paroles, trop d'intervalle entre sa personne et les autres citoyens; en un mot, il fait trop le Prince, pour que vous puissiez lui supposer le jugement sain, et raisonnablement espérer qu'il sente la justesse des observations, que je me suis permises sur ses vrais intérêts, et sur les dangers de sa position. Tel est, Monsieur, l'empire de la vanité sur l'ame des Héros eux-mêmes, qu'il leur est plus difficile de la dompter, que de gagner des batailles; et si le Vainqueur de Maringo étoit assez sage, pour se vaincre lui-même et sacrifier son amour propre au bien général, ce seroit sans contredit la plus belle de ses victoires, et celle dont lui, les siens,

ses amis, et la France recueilleroient le plus de fruit. Mais n'espérez pas cet effort de sa part: il veut règner, à quel prix que ce soit, aux dépens de sa gloire, au détriment de ses neveux, au risque même de ses jours. Des flateurs, qui trafiquent de sa confiance, lui ont persuadé que, déjà le *Periclès* de la France, il peut en devenir *l'Auguste*, et, dans cette idée, s'inquiétant peu du bonheur national et du sort avenir de ses proches, il brave l'opinion et tous les périls.

Je vous ai dit, Monsieur, dans ma Lettre précédente, que la France ne peut rentrer en santé qu'à l'ombre d'une véritable Monarchie, et trouver le repos, que sous le bouclier d'une Monarchie héréditaire et légitime, puisque l'illégitimité du Monarque y entretiendroit nécessairement l'esprit de faction. Tous les gens sensés sont convaincus de cette vérité. La Nation elle-même en est persuadée, depuis qu'une triste expérience lui a appris, ce que la réflexion lui eut enseigné, à moins de frais, que le républicanisme ne convient pas à un grand Etat, moins encore à un Peuple vain, frivole, impétueux, corrompu par le luxe et les lumières. Cette persuasion est aujourd'hui si bien établie, si générale, que ceux qui sont à la tête du Gouvernement, sentant l'impuissance de résister longtems à la force de l'opinion, sont, dit-on, resolus, si non de relever le Trône, du moins de rétablir la Monarchie pure et simple, sous le nom de *Régence*. Le premier Consul, séparé déjà, par le fait, des autres Citoyens, le sera, de droit, par la nouvelle Constitution, qui le déclarera Roi (*is est Rex qui regit*, comme dit *Grotius*) sous le nom modeste de *Regent*. Ainsi donc le Peuple français n'auroit formé tant de voeux, fait tant de sacrifices, souffert tant de maux, prodigué tant de sang, montré tour à tour, selon l'esprit de ses meneurs, tant de courage, tant de fureur, tant de patience, que pour se donner un Maitre, et un Maitre plus despote que ne le fut *Louis XIV*! . . . Il faut, en

vérité, que tous ces gens d'esprit qui conseillent *Buonaparte* soient autant d'insensés, pour ne pas prévoir, qu'ils ne feront que hâter sa perte, et peut-être la leur, s'ils réussissent dans leur nouveau projet. Il n'est point de bonheur, ni de talent, ni d'habileté qui tiennent contre le caractère français. La Nation ne verra, dans ce changement de Constitution, qu'un nouvel hommage rendu à la Royauté, qu'un aveu assez formel de la nécessité d'avoir un véritable Roi, un Roi digne d'elle, dont son orgueil ou sa vanité ne puissent être humiliés, en un mot, un Roi légitime, un Roi selon la justice; car notre Nation, facile à égarer, est toujours juste et généreuse, quand le calme des passions lui permet de rentrer dans son caractère. Oui, n'en déplaise aux *Sieyes*, aux *Roederer*, à tous les Pères de la Constitution actuelle et de celle qui va suivre, tant qu'il existera des *Bourbons*, même des *Montmorenci*, ce ne sera jamais que par violence, que les Français seront gouvernés par un Etranger, fut-il du sang d'une des plus anciennes et des plus illustres Maisons Souveraines.

Si, malgré tous les appuis du fanatisme religieux, malgré le secours d'une armée formidable, commandée par *Farnèse*, le plus grand homme de guerre de son siècle; si, malgré tout l'or du Mexique et du Pérou, les assassins d'un Roi, tel qu'*Henri III.*, qui ne s'occupoit que de ses plaisirs, n'ont pû donner à la Nation française un Maitre étranger, comment les assassins d'un Roi, tel que *Louis XVI.*, qui ne desiroit et ne cherchoit que le soulagement de son peuple, pourroient-ils espérer d'y réussir? Sans parler des avantages de la naissance, *Buonaparte* peut-il être mis en parallèle avec le Duc de *Guise*, aussi grand Politique que grand Capitaine, doué de l'éloquence qui convient au peuple, possédant jusqu'à la beauté extérieure qui attire et subjugue les coeurs, soutenu par la plûpart des Grands du Royaume, Prince, en un mot, aussi capable d'effrayer ses

ennemis, que de gagner ceux qui ne l'étoient point? Oseroit-on seulement le comparer au Duc de *Mayenne*, l'amour des Parisiens, et à qui il n'a manqué que de l'activité et plus d'ambition, pour égaler son frère?

Qu'on ne s'y méprenne point: ce fut moins à son courage et à son habileté, qu'à la justice de la Nation qu'*Henri IV.* fut redevable de sa Couronne. Son armée, aussi foible que peu sûre, composée de Catholiques sans affection, et de Protestans sans confiance, n'eut jamais pû soumettre les Ligueurs, si la Nation, fatiguée des troubles, n'eut enfin écouté la voix de l'équité, en offrant à l'héritier du Trône de le reconnoitre pour son Souverain, s'il embrassoit la Religion dominante; ce qu'il fit, comme vous savez, par les conseils de *Sully* même.

S'il est vrai que le passé soit le miroir de l'avenir, on peut prédire, sans se piquer de prophétisme, que les Français qui, après tant d'agitations funestes, ont besoin d'un repos réparateur, qu'ils ne sauroient assurément trouver sous un Roi usurpateur et étranger, ne tarderont pas de rétablir le Trône, qu'ils ont brisé si imprudemment, puisque ceux même qui l'ont détruit sont forcés d'en rassembler les débris, pour arrêter le torrent de désordres et de calamités qui inondent la France.

J'ignore par quels moyens et de quelle manière s'accomplira cette prévison; mais je suis persuadé que ce sera par la Nation elle-même, sans l'intervention des Puissances, qui, d'ailleurs ont, jusqu'à ce moment, moins servi que desservi la cause royale.

Ce que je sais de positif, c'est que les Royalistes auroient depuis longtems triomphé; et des intrigues de l'Etranger, et des efforts des Révo-

lutionnaires, s'il se fut rencontré parmi eux un homme de tête, qui eut sçu les réunir, et profiter des jalousies, des rivalités, de la division des Gouvernans, pour faire valoir la seule chose qui puisse suppléer la force et l'attirer à soi, je veux dire, la justice; la justice, qui soumet tous les esprits, qui gagne tous les coeurs, qui fait un soldat de chaque honnête homme et bientôt une armée de tous; la justice, sans la quelle tout est confusion, crime et malheur sur la terre; la justice, dont les Révolutionnaires n'ont pas encore discontinué de se montrer les ennemis, mais qui finira par les vaincre, peut-être même par les immoler, s'ils ne se rangent d'eux-mêmes sous ses drapeaux tutélaires.

Ce qui a retardé et retarde encore le triomphe de la bonne cause, c'est l'esprit de modération qui caractérise ses défenseurs. Telle est la nature de l'homme, que ceux qui s'unissent pour le mal et par passion, sont plus forts, que ceux qui s'unissent pour le bien et par raison. Un intérêt commun, soutenu par la passion, pousse violemment ceux qu'il anime vers leur but commun, tandisque la raison et la justice laissent leurs adorateurs flôter au milieu des tempéramens qu'ils cherchent, et qu'ils ne trouvent pas toujours. Voilà ce qui rend les associations des méchans si puissantes et si dangereuses.

Cette observation n'excuse pourtant pas les amis de la bonne cause. Dans les tems de fermentation générale et de révolution, l'esprit de modération est ridicule, lorsqu'on n'est pas investi de la force nécessaire pour le faire valoir, lorsque l'injustice et le crime élèvent leur tête avec audace contre le droit de propriété et contre l'esprit social. La raison, l'ordre, l'intérêt public, sont, en politique, une même chose sous des noms différens, et cette chose commande la chaleur et l'énergie à ceux qui l'aiment véri-

tablement, quand il s'agit surtout de la défendre contre les attaques multipliées des Révolutionnaires. Si l'amour de l'indépendance, si l'impiété et l'athéisme ont eû leurs fanatiques, pourquoi les honnêtes gens craignent-ils de se passionner pour l'amour de l'ordre et du bien général; pour la religion et la Royauté, qui en sont les plus fermes soutiens? N'est-il donc donné qu'à la méchanceté et au crime, d'avoir de l'énergie et de vastes conceptions?

Disons le, à la honte de la politique des Cabinets et du génie militaire de l'Europe, les agens et les défenseurs de la Révolution se sont montrés, eux seuls, à la hauteur des circonstances, et au dessus des événemens; eux seuls ont eû des plans bien combinés, ont mis de l'adresse et de la suite dans leurs entreprises, ont sçu se créer des ressources dans les revers, et faire concourir jusqu'à leurs propres victimes au succès de leurs perfides desseins.

Un reproche non moins fondé qu'on peut faire à ceux des amis de la bonne cause, qui pouvoient la servir de leur fortune ou de leur crédit, c'est d'avoir négligé ceux qui pouvoient la servir de leurs talens.

L'homme est le premier instrument de l'homme, et le talent de l'employer est la science la plus nécessaire à ceux qui gouvernent. Les meilleures têtes, dans les tems orageux, sont ce qu'on appelle de mauvaises têtes, dans les tems calmes, parceque les têtes chaudes sont les seules capables d'énergie et de vertu. On ne fait rien de grand sans enthousiasme. L'art de tirer parti des hommes est donc l'art de les passionner.

Et véritablement, Monsieur, c'est par le fanatisme, et quelquefois par la fureur qu'ils ont sçu inspirer à leurs soldats, mal payés, mal

vêtus, et si souvent trompés, que les Français sont parvenus a surmonter ce qu'on croyoit insurmontable, à vaincre ce qu'on regardoit comme invincible, à changer ce qui paroissoit immuable, enfin à triompher à la fois de la puissance des hommes et de celle des élémens.

Le parti des honnêtes gens, les amis de l'ordre, au lieu d'accueillir les esprits chaleureux, de s'attacher les écrivains courageux qui se sont déclarés pour la bonne cause, les ont abandonnés à leur peu de moyens, et laissés en proie aux persécutions du jacobinisme. Il n'y a guère qu'en Angleterre, où les Gens de lettres royalistes aient trouvé des secours et de la protection. Par-tout ailleurs, ils n'ont éprouvé que de l'indifférence et le plus souvent des rebuts, de la part même des personnes les plus intéressées au rétablissement de l'ordre. Tel est aujourd'hui l'esprit des Cours d'Allemagne, que, si l'on excepte celles de l'illustre Maison de *Saxe*, elles regardent comme déplacée toute dépense étrangère à leurs plaisirs, ou consacrée au bien général. Croiriez-vous qu'un Auteur, distingué parmi les défenseurs des principes monarchiques et religieux, n'a pû se procurer, auprès des Princes ecclésiastiques les plus riches, les moyens de faire imprimer un ouvrage, jugé comme le plus capable de remonter les esprits au ton de la soumission, et de ramener les coeurs à l'amour des anciennes maximes? Si le Clergé et la Noblesse eussent sacrifié à la défense de la bonne cause la dixième partie des richeses, que la Révolution leur a arrachées, l'intégrité de l'Empire auroit été conservée, et le sang humain, épargné. Les fausses lumières de la philosophie ont neutralisé toutes les ames et aveuglé tous les esprits. Si la Royauté pouvoit être anéantie; si la Religion pouvoit, avec elle, descendre au tombeau, c'est, en vérité, par ceux qui sont les plus intéressés à les défendre, qu'elles y seroient précipitées. L'ignorance, l'égoïsme, et

la cruauté, leur fille ainée, voilà ce qui caractérise notre siècle, si faussement intitulé le siècle des lumières et de la raison. Jamais les Grands ne furent si petits que de nos jours. On est forcé d'avouer que la plûpart d'entre eux semblent avoir pris à tâche de justifier la Providence d'avoir cessé d'être dans leurs intérêts.

Vous comprennez, Monsieur, que si la flatterie et la bassesse qui rôdent autour des Princes, comme les corbeaux autour d'une proie, m'entendoient parler de la sorte, elles ne manqueroient pas de leur dénoncer ce langage, comme irréverentieux. Je puis vous assurer que ce n'est que celui d'une ame zélée, moins jalouse de plaire que de servir, et qui s'exprimeroit avec bien plus de hardiesse, si elle parloit à ceux qui ont de l'influence sur la fortune publique.

Les Princes ont, en général de bonnes intentions; ils veulent le bien; s'ils font ou laissent faire le mal, c'est parcequ'on le leur présente sous les couleurs du bien. Ils n'ont besoin que d'être éclairés; mais ils ne sauroient l'être que par ceux qui ont fait uue étude approfondie de la nature de l'homme, et c'est exclure de cette importante fonction ceux que le vulgaire appelle des *hommes d'Etat*, gens à intrigue et non à politique, capables de négociations et non de législation, et par conséquent étrangers à l'art du gouvernement.

Pour faire sentir la vérité de cette assertion à un observateur tel que vous, Monsieur, je n'aurois besoin que de fixer sa pensée sur tout ce qui s'est passé, depuis trente ans, en Europe, (la Russie et le Dannemark exceptés) en fait de politique et de gouvernement; mais, comme vous êtes dans l'usage de communiquer mes lettres à vos amis, parmi les quels se trouvent des Ministres d'Etat, je crois devoir me permettre ici quelques observations, en leur faveur, qui rendront cette vérité claire et palpable.

J'observerai d'abord que les premiers dépositaires de l'autorité et de la confiance des Rois, nés ordinairement dans l'opulence et la grandeur, ont eû moins de tems, que les autres hommes, pour s'instruire; et que, lorsqu'ils sont parvenus au timon des affaires, occupés à représenter, et à agir, ils ont moins de moyens pour observer et méditer; ils n'ont pas même le loisir, quand ils en auroient le goût, de profiter des observations et des méditations de ceux que l'étude et les circonstances ont mis à portée de connoitre la nature de l'esprit humain et de l'esprit social, connoissance sans laquelle il est impossible de faire de bonnes loix.

Or, peut-on dire que les ministres des Puissances connoissent la nature de l'homme, la marche et les effets des passions, le besoin des préjugés, lorsqu'on les a vus favoriser les progrès de l'esprit philosophique, destructeur de l'esprit social; accueillir, honorer, protéger ses principaux Apôtres; et négliger, dédaigner les Ecrivains prévoyans et zélés, qui s'efforçoient d'éclairer les gouvernemens et les peuples sur les dangers de ce poison moral? Peut-on dire que les hommes d'Etat connoissent seulement la nature de l'opinion, sa puissance, le besoin de l'avoir pour alliée, le danger de l'avoir pour ennemie, lorsqu'investis de tous les moyens de la diriger, de la maintenir dans les intérêts de la Religion et de la Royauté, ils l'ont laissé s'altérer, se corrompre, et se déclarer ouvertement contre les maximes religieuses et monarchiques? Peut-on même dire qu'ils connoissent leurs intérêts, lorsque, malgré tout le mal qu'elle leur a déjà fait, depuis que, par leur imprévoyance, le sceptre de cette Reine du monde est passé dans les mains des gens de lettres; lorsque, dis-je, les Gouvernemens ne prennent aucune mesure pour remettre ce sceptre tout-puissant dans les mains des Monarques! Car, ne vous y méprenez point, Monsieur, les Puissances

ont fait la guerre aux Révolutionnaires, non à la Révolution, qui ne cesse de faire des progrès dans tous les pays où elle n'a pas encore porté ses ravages. Dans ceux-mêmes qu'elle a le plus maltraités, elle n'est qu'assoupie, et son esprit vit encore. Le peuple, il est vrai, s'est détaché d'elle; mais le peuple, vous le savez, n'est qu'un instrument, un animal dangereux et quelquefois féroce, mais sans force, quand il n'agit pas de lui-même; il se laisse docilement museler, mener et maltraiter, par ceux qui s'en rendent les maitres, comme ne le prouve que trop la coduite des peuples qui ont été ou qui sont encore, sous la domination de la République française.

Ce n'est point par des loix, par des ordonnances, ni même à coups de sabre ou de bayonettes, comme paroissent le croire la plûpart des Gouvernemens, qu'on peut combattre avec succès l'opinion; c'est avec ses propres armes; c'est par les livres, les gazettes, les journaux, qui sont son artillerie; par les gens de lettres, qui sont ses soldats et ses héraults. Le cours des événemens suit toujours le cours des idées. Si, comme il n'est pas permis d'en douter, les idées régnantes sont défavorables à la noblesse, à la religion, au bon ordre, il est indispensable de les changer. Il n'y a pas plus de neutralité à espérer avec elles, qu'avec les maladies contagieuses; et c'est ce que les Gouvernemens ont paru et paroissent encore ignorer.

Pour prouver que, depuis *Louis XIV.* et même avant, il ne s'est pas rencontré, parmi les hommes d'Etat, un seul homme qui ait connu l'homme et la puissance de l'opinion, il suffit de rappeller les loix contre le duel, loix manifestement absurdes, puisqu'elles sont en contradiction avec l'honneur, c'est-à-dire, avec l'opinion, Souveraine tyrannique, à qui tout le monde obéit, et qui maitrise jusqu'à l'honnête-homme religieux,

au point de lui faire risquer le bonheur de la vie présente et future.

Tant que l'honneur, qu'on préfère à tout, lorsqu'on en a, fera un devoir du duel, le duel existera, et les loix qui le défendront ne serviront qu'à prouver l'ignorance de ceux qui les auront faites. Défendre les choses qu'on ne doit pas faire est un expédient inepte et vain, si l'on ne commence par les faire haïr et mépriser. Le seul moyen d'éteindre le duel est d'y attacher le déshonneur; et ce moyen est si facile, si simple, qu'il est vraiment étonnant, qu'il n'ait pas encore été apperçu par aucun législateur. Mais les rapports les plus intéressans et les plus simples, sont ceux ordinairement qu'on saisit les derniers; encore sont-ils le plus souvent l'effet du hazard. Il est vrai que les esprits observateurs ont plus de ces hazards, que les autres hommes; j'attribue pourtant moins à mes méditations qu'à mon bonheur, la connoissance que j'ai acquise de plusieurs idées morales, importantes à l'art du gouvernement, jusqu'à présent inapperçues par les hommes d'Etat et par les moralistes. Par exemple, puisque nous en sommes sur l'opinion, je connois le moyen par lequel un Souverain peut, avec moins d'un million de florins, maitriser à son gré, dans toute l'Europe, cette Souveraine du monde civilisé, et la diriger, en faveur de la Royauté, et même de la Religion, de manière qu'il seroit tout aussi ridicule de n'être pas royaliste et religieux, du moins extérieurement, que de s'habiller à la chinoise. Mais, Monsieur, à quoi sert d'avoir des idées, d'être heureux en observations politiques, lorsqu'on ne l'est pas, dans la rencontre des personnes en état de les faire valoir? Les Ministres, à qui jusqu'à présent j'ai offert de les communiquer, n'ont seulement pas daigné me repondre. S'il eut agi d'un secret relatif aux plaisirs, ou même aux maladies, de la galanterie, on se seroit empressé de m'entendre; mais les idées, les découvertes

qui ont pour objet le bien général, intéressent peu les individus, moins encore ceux qui, jouissant de la confiance des Princes, et entourés, comme eux, d'adulateurs, regardent comme déraisonnable toute idée qui ne s'associe pas avec leurs préjugés, ou qui dépasse la sphère de leurs conceptions. Cependant, si ces Directeurs des Nations daignoient réfléchir, que le plus éclairé et le plus heureux des hommes, n'a pas toutes les lumières, ni tous les genres de bonheur, peut-être se montreroient-ils moins inaccessibles aux idées d'autrui, et ne regarderoient-ils pas comme impossible, qu'un homme, que la médiocrité de sa fortune a mis dans la nécessité de s'instruire, ait apperçu, dans la morale et la politique, des rapports intéressans, échappés aux hommes de génie qui l'ont dévancé, sans qu'il soit pour cela aussi grand qu'eux. Un nain, doué d'une vue perçante, et monté sur la tête des *Machiavel*, des *Bacon*, des *Hobbes*, des *Montaigne*, des *Pascal*, des *Leibnitz*, des *la Rochefoncault*, des *Montesquieu*, des *Rousseau* de Génève, peut voir plus loin que ces géans, sans cesser d'être un nain, et c'est là ma position.

Je le dis hardiment, Monsieur, en attendant que je le prouve au public, dans un ouvrage dont je suis occupé, aucun de ces Grands hommes n'a vraiment connu la nature de l'homme; et sans cette connoissance, le moyen de le bien gouverner? Aussi l'édifice social pose-t-il, en grande partie, sur des erreurs: et c'est à quoi l'on doit attribuer les ébranlemens, les crevasses, les trouées qu'il éprouve, aux moindres secousses de la méchanceté et de l'impéritie; et les désordres, les calamités, les maladies de toute espèce, qui affligent ses habitans.

Ce n'est pas ici le lieu de prouver cette nouvelle assertion; cependant, pour ne pas paroître tout à fait insensé, aux yeux de vos politi-

ques, je vais l'accompagner de quelques observations, qui pourront lui ôter son air paradoxal.

Pour amener, même le commun des esprits, à sentir que tout ce que les Moralistes ont dit jusqu'à présent de la *nature* de l'homme est contraire à la vérité, il suffit de leur faire observer, que l'espèce humaine n'est qu'un anneau de la chaine des êtres sensibles et intelligens qui rampent sur le globe terrestre, lequel n'est lui-même qu'un point très-petit, dans l'immensité de mondes qui composent l'univers; que ces êtres, donés plus ou moins de sentiment et d'esprit, selon les espèces, ont des besoins, et même des passions, qu'ils ne peuvent satisfaire, qu'en se combattant, se tourmentant, se dévorant les uns les autres; qu'espèces et individus, tous sont les enfans de la nécessité, c'est-à-dire, de ces loix éternelles que l'ignorance de leur cause a fait nommer Hazard ou Fatalité par les uns, Providence ou Dieu par les autres, et Nature par le plus grand nombre; qu'enfin les êtres, destinés à la vie, sont tigres ou moutons, colombes ou vautours, singes ou hommes, selon qu'ils se trouvent placés par la Fatalité, la Nature ou la Providence, dans la chaine des causes et des effets, dont le principe est au dessus de la pénétration humaine.

Or, qu'est-ce que la *nature* d'un être, si non ce qui compose son essence, ce qui constitue ses facultés, ce qui le distingue, en un mot, d'un autre être? Né sans idées, sans avoir même d'autre notion de son existence, que le besoin qu'il éprouve pour la conserver, l'homme n'apporte, en venant au monde, qu'un seul sentiment, l'amour de soi ou des choses pour soi. Ce sentiment est si impérieux en lui, que, s'il avoit des dents, il mordroit et dévoreroit la mamelle qui le nourrit. Il est même des enfans assez robustes, pour meurtrir le sein qui les allaite, et que, par cette raison, l'on sevre avant les autres. Ce sentiment

ou instinct, qui date du moment de l'existence de l'homme, qui ne le quitte qu'à sa mort, qui lui est commun avec tous les êtres sensibles, conduit à la recherche du plaisir ou de l'utilité, et éloigne de la douleur ou de ce qui est nuisible. Si l'on donnoit du lait amer à un enfant, comme je l'ai déjà observé dans un de mes Ecrits, il s'éloigneroit de la mamelle avec autant d'empressement, qu'il s'en approche, lorsqu'il est attiré par la liqueur douce et balsamique qui satisfait son appétit. La *nature* de l'homme est donc, comme celle de tous les autres animaux, de s'aimer de préférence à tout, de satisfaire ses besoins aux dépens des autres animaux, de ceux même de son espèce, comme font certains sauvages qui se nourrissent de chair humaine. Et si telle est la *nature* humaine, cette observation ne suffit-elle pas, pour dévoiler l'absurdité de ces Philosophes qui ne cessent de vanter la *Nature*, qui veulent rappeller à la *Nature* l'homme social, l'homme civilisé; qui qualifient de loi *naturelle*, de religion *naturelle*, de droit *naturel*, ce qui est le plus opposé à la *Nature*, soit qu'on entende par ce mot, le système des loix établies par le Créateur, pour l'existence, la durée et la succession des êtres qui composent l'univers; soit qu'on prenne ce mot, dans un sens plus borné, pour désigner l'essence des êtres, ou l'assemblage des propriétés qui les distinguent les uns des autres?

Le seul sentiment *naturel* qui s'accorde avec l'esprit social, avec l'esprit de civilisation, avec la morale des peuples policés, sentiment commun à l'homme et à tous les animaux, parcequ'il est nécessaire à la conservation des espèces, est l'amour des pères et des mères pour leurs enfans, tant que ceux-ci ne sont pas assez forts pour pourvoir eux-mêmes à leurs besoins; car cet amour cesse, chez les hommes primitifs, même chez les sauvages vivant en société, lorsque les enfans peuvent se passer de leurs parens. Dans

tout le reste, les sentimens de la *Nature* sont anti-civils, comme tous les sentimens de l'homme civilisé sont anti-naturels. Je dis de l'homme *civilisé*, et non de l'homme *social*, deux choses que les modernes Philosophes confondent sans raison. L'homme est évidemment un être social, fait pour vivre avec ses semblables, comme l'abeille, la fourmi, le castor et d'autres animaux; mais il n'est pas *naturellement* un être civil: il ne le devient que par l'éducation.

Rousseau de Génève, dont les idées politiques ont tant influé sur la Révolution, est, de tous les Auteurs connus, celui qui s'est le plus mépris sur la *nature* de l'homme. Cet Ecrivain soutient que l'homme nait bon, et qu'il ne devient méchant que par l'éducation et par les institutions sociales. Quelle erreur! La vérité est que l'homme, le mouton, le tigre ne sont ni bons, ni méchans, dans l'ordre *naturel*. Il n'y a dans la *Nature* ni bien, ni mal. Tout est nécessairement ce qu'il est, et ce qu'il doit être. Chaque espèce d'animaux est faite, pour servir de nourriture à d'autres espèces. L'homme, cet être si vain, qui ose dire que tout a été fait pour lui, sert aussi de pâture, même de son vivant, à une infinité d'insectes, pour lesquels, ne lui en déplaise, il semble plus fait, qu'eux pour lui, puisqu'ils vivent à ses dépens, et qu'il ne vit point aux leurs. Le bien et le mal sont des termes relatifs, qui ne regardent que les individus. Le mal, pour les êtres sensibles, est la douleur; le bien est le plaisir. Pour l'homme purement *naturel*, il n'y a pas d'autre bien, ni d'autre mal. Mais les sauvages attroupés, liés d'intérêts, plus encore les hommes civilisés, attachent d'autres idées au bien et au mal, telles que celles de beauté et de laideur, d'ordre et de désordre, de juste et d'injuste, de vice et de vertu.

D'après ces observations, Monsieur, vos amis, je pense, ne feront pas difficulté de con-

venir que, relativement à la civilisation, à la morale sociale, au bonheur général, la *Nature* est une mauvaise chose, et que, par conséquent, l'art de civiliser les hommes, de les gouverner, de les plier à l'ordre des sociétés politiques, est précisement l'art de les *dénaturer* ou détacher de la *Nature*, de les élever au dessus d'elle, d'éffacer autant que possible leur instinct, pour lui substituer la raison qui, pour l'homme d'Etat, est la science de la politique ou des convenances, et, pour tous les membres de la société, l'amour de l'ordre et du bonheur public. La *Nature* est tellement opposée à l'esprit moral, qu'il n'est point de vertu sociale, qui ne soit un écart de la *Nature*, et le mérite, la grandeur, la sublimité de la vertu, sont toujours en proportion de l'éloignement de la *Nature*.

On surmonte, on change, on bonifie ou civilise les inclinations *naturelles*, par des habitudes morales, qui, contractées dans l'enfance, avant le développement de l'esprit, lequel n'est que le résultat de l'expérience, forment ce que nous appellons la raison, la conscience, l'amour de la justice, et deviennent une seconde *Nature*, qui, comme *Pascal* la observé, est, dans la plûpart des hommes, plus forte que la prémière, avec laquelle ils la confondent. Pour produire cette métamorphose, si nécessaire à l'ordre social, l'expérience a prouvé qu'on ne peut se passer de la religion, ressort puissant et magique, qui donne de la force aux foibles, du courage aux timides, de la crainte aux méchans, un témoin aux solitaires; qui met sous les regards d'un juge les actions et les pensées les plus secrettes, et qui console des maux de la vie, par l'espoir d'un bonheur parfait après la mort; et c'est ce qui a fait dire à l'impiété même que *si Dieu n'existoit pas, il faudroit l'inventer.*

Qu'ils étoient donc bien peu sociaux, bien peu observateurs, bien peu Philosophes, les

Philosophes qui ont employé leurs talens à décrier la *Religion*, c'est-à-dire, ce que nous avons de plus fort, pour *lier* les hommes entre eux, et à se déchainer contre les Prêtres, c'est-à-dire, contre les *Relieurs* de l'humanité, gens aussi nécessaires à la vie civile ou morale, que les laboureurs et les boulangers à la vie animale ou physique. Et que penser, Monsieur, des lumières d'un siècle, où l'on a vû ces prétendus Sages lûs, accueillis, recherchés, admirés, dans toute l'Europe, par ceux dont ils méditoient manifestement la ruïne? Où l'on a vû les Jésuites, vrais Grenadiers de la milice catholique, licenciés et dépouillés par les Princes mêmes de la Catholicité? Ce qui est plus étonnant, c'est que ces Princes n'en avoient pas plus le droit, qu'ils n'ont celui de rompre les mariages, et de confisquer les biens des membres d'une Corporation quelconque, ne fut-ce que celle des cordonniers, quand même quelques uns d'entre eux auroient commis les plus grands crimes? Car aucun Monarque ne peut, sans démence et sans tyrannie, donner à une loi un effet retroactif. Que penser des lumières politiques et de la sagesse du siècle, lorsqu'aucun homme d'Etat n'a connu ou n'a osé empêcher cette double violation du droit et du bon sens? Lorsque, parmi les apologistes et les défenseurs des Jesuites, il ne s'est trouvé personne, qui ait fait sentir aux Rois, qu'ils ébranloient les fondemens de leur puissance, qu'ils compromettoient, non seulement leur droit de propriété, en violant si manifestement celui de leurs sujets; mais qu'ils exposoient leur propre sureté, leur propre personne, en brisant des engagemens contractés selon les loix de l'Etat? Car dès qu'un Souverain rompt le pacte social, sans le consentement de la partie lezée, celle-ci rentre aussitôt dans le droit de nature qui, comme tout le monde sait, n'est que celui de la force, ou de l'adresse, pour suppléer à la force, ou du désespoir, quand on n'est ni assez fort, ni assez adroit, pour se venger.

A quoi sert de se qualifier d'homme d'*Etat*, d'homme de *Loi*, d'homme de *Lettres*, si l'on n'a pas plus de pénétration que le vulgaire, si l'on ne sait voir les choses de plus loin, ni les voir avec plus de justesse, et sous leurs véritables rapports avec l'ordre et l'intérêt social?

C'est sans doute à cette même ignorance des principes sociaux et politiques, qu'on doit attribuer l'inepte conduite du malheureux *Louis XVI.*, à l'égard des Représentans de la Nation, lorsque ceux-ci, qui, dès le 20. Juin 1789, s'étoient ouvertement déclarés rébelles et déloyaux, ennemis du Roi et des loix de l'Etat, au mépris du serment de fidélité qu'ils avoient prêté a l'un et aux autres, lorsque ceux-ci, dis-je, achevèrent de rompre le contract qui existoit, depuis tant de siècles, entre la Nation et le Monarque. Par cette violation de leurs sermens et du pacte social, les Représentans de la Nation, remettant, à leur égard, le Monarque dans l'état de nature, lui donnoient évidemment le droit de les exterminer, sans forme de justice ni de procès. Je dis plus, le droit civil, le droit politique, la justice, la raison, en un mot, l'intérêt général, en faisoient une obligation à *Louis XVI.*, et une obligation d'autant plus urgente, qu'il avoit juré, à son Couronnement, de respecter et de maintenir, de toutes ses forces, les loix constitutionnelles de l'Etat. L'honneur, le droit, la loi, le sang et la *nature* lui faisoient un devoir de défendre, par tous les moyens possibles, l'ancien et riche héritage qu'il avoit reçu de ses illustres ayeux. C'est sur ces seules considérations, qu'on auroit dû établir sa défense, et ce sont précisément celles qu'on a négligées. O la plus bizarre des faralités! *Louis XVI.* a été condamné à mort, pour n'avoir pas respecté une Constitution qui le dépouilloit injustement, ingratement et follement, lui et ses enfans, de l'héritage patrimonial; une Constitution que ses propres juges avoient violée, et qu'ils

violoient par l'acte même du procès, puisqu'elle avoit déclaré la personne du Roi *inviolable*; enfin une Constitution que ces infames personnages ont eux-mêmes, peu de tems après, déclarée détestable et qu'ils ont fini par anéantir!

Avouons que *Louis XVI.* ne connut ni sa force ni sa foiblesse; qu'il ne sçut se concilier ni la crainte ni l'amour; et que, s'il eut fait couler un peu de sang, on n'eut pas vû couler le sien, ni celui de plusieurs millions d'hommes.

C'est ici le lieu de dire que la morale et la politique, les élémens du bonheur des sociétés policées, sont encore dans le chaos. Oui, Monsieur, de toutes les sciences, du domaine du coeur et de l'esprit humain, la morale et la politique sont les moins connuës, les plus chargées d'erreurs, les plus exposées à des mal-entendus, par les divers sens que chacun donne aux termes qui en signalent les principaux objets, et qui les désignent elles-mêmes. L'homme règle le tems, sait le cours des astres, dompte les élémens, dirige le tonnerre, et ne sait pas se diriger lui-même; il connoit les animaux, jusqu'aux insectes, les plantes même, et il ne se connoit pas lui-même; il raisonne sur ses passions, ses vices, ses travers, ses folies, il en fait l'histoire, et il ne sait pas vivre; il parle sans cesse de *nature*, de *raison*, de *justice*, de *souveraineté*, de *liberté*, d'*égalité*, et il n'a pas encore attaché des idées fixes à aucun de ces mots, sur les quels il dispute tous les jours. Celui même de *vérité*, qui est continuellement sur les lèvres ou au bout de la plume des Ecrivains philosophes, n'a point encore de sens déterminé, et celui qu'on y applique est presque toujours en contradiction avec sa véritable signification.

Comme nul Philosophe, nul Théologien, ancien ou moderne, n'a pris la peine, que je sâche, de nous dire d'une manière juste et claire, ce qu'est la *vérité*, ce qu'on doit entendre par la *vérité*,

je crois devoir le dire moi-même ici, afin de vous prouver que ce dont on parle le plus, est souvent ce qu'on connoit le moins.

La *vérité* qui, dans le sens vulgaire et pour les objets qui sont du ressort de nos sens, désigne la conformité de l'idée avec l'objet, signifie, dans le sens moral, civil, politique, philosophique, et même religieux, ce qui est conforme à l'ordre, à la raison, ou ce qui est opposé au vice, à l'erreur. Dans ce sens, qui est le seul véritable, la *vérité* est une même chose, mais considérée sous des rapports différens, que la *loi*, l'*ordre*, la *raison*, la *justice*, la *moralité*, la *bonté*, l'*utilité générale*, l'*intérêt* ou le *bien public*. Tous ces termes ne sont pas grammaticalement synonymes, mais ils le sont parfaitement, dans le sens moral. Ainsi, n'en déplaise aux Philosophes, présens et passés, la religion, les préjugés, les opinions les plus étranges, les passions les plus extraordinaires, le fanatisme, le meurtre, l'homicide, sont la *vérité* et la *vertu* même, lorsque ces choses sont commandées par la loi, le bon ordre ou le bien général. Le Législateur des chrétiens qui, ne fut-il considéré que sous des rapports humains, seroit encore un prodige de sagesse et de vertu, s'intituloit la *vérité*, parcequ'il enseignoit à l'humanité la morale la plus propre à la rendre heureuse. Dans les arts même, le *vrai* n'est autre chose que le convenable, ce qui est conforme à l'ordre, aux règles, au plaisir public ou des amateurs.

Le vulgaire confond la *vérité*, avec la réalité, l'évidence, et la plûpart des gens lettres la confondent avec la sincérité.

C'est prostituer le terme de *vérité*, que de l'appliquer aux objets du ressort des sens. La *vérité* proprement dite est un être abstrait, du ressort du jugement, de la conscience, de la raison.

La *vérité* n'est pas l'opposition de la fausseté, ni du défaut de sincérité: elle est l'opposition du mensonge, de l'erreur, c'est-à-dire, de ce qui nuit à l'ordre, de ce qui est contraire à la morale, au bien public. La *vérité* est toujours utile, et il n'en est pas de même de la sincérité, de l'ingénuité, de la franchise, qui peuvent quelquefois être immorales, anti-sociales, et par conséquent blamables et coupables. Dire crûment à un malade qu'il n'en peut revenir, c'est empirer son mal, c'est abréger le peu de jours qu'il lui reste, c'est l'achever. Repondre sincèrement à celui qui, pour l'assassiner, nous demande, où est notre ami, notre bienfaiteur, notre père, ce seroit se rendre complice de l'assassin.

Vous me direz, peut-être, qu'il n'est jamais permis de mentir: aussi ne ment-on pas dans ces circonstances. Mentir, selon les moralistes éclairés, c'est ou cacher une réalité utile, ou dire une fausseté nuisible; et quelque réalité qu'on cache ou quelque fausseté qu'on dise, on ne ment point, quand cette action est conforme à la raison, à la morale, à l'intérêt général; quand on ne doit pas la sincérité à ceux qui nous interrogent, quand ceux qui nous interrogent n'en ont pas le droit.

Les Théologues qui prétendent, que parler autrement qu'on ne pense, c'est mentir, sont des ignorans qui compromettent la religion; car la religion ne sauroit être en contradiction avec la morale, avec l'intérêt social. *Salomon*, le plus sage des hommes, mentoit-il, quand, pour découvrir la véritable mère, il ordonnoit, contre sa pensée, qu'on partageat en deux l'enfant contesté? On ne ment, comme l'a dit *St. Augustin*, que lorsqu'on parle contre sa conscience, qui n'est autre chose, que le sentiment qu'on a de la justice, de la moralité, du bien public.

L'ignorance des vrais principes de la morale et de la politique, est une des principales causes

de la Révolution, et une de celles qui en prolongent la durée, et retardent le rétablissement de l'ordre.

Rien ne prouve mieux l'excès de cette ignorance, que l'établissement du principe de la Souveraineté du peuple, et l'oubli total de la Religion, dans les cinq ou six Constitutions que les Français se sont données, depuis qu'ils ont réformé la bonne ou l'ancienne; et rien ne manifeste mieux l'universalité de cette ignorance crasse, que l'admiration qu'a excitée, dans l'Europe savante, l'absurde *Déclaration des droits de l'homme.*

Pauvre espèce humaine! Quel spectacle de pitié et de dérision tu offres à l'Observateur, au milieu des sottises qui te placent, d'une part, à côté des boeufs et des moutons, et, de l'autre, à côté des renards et des tigres!

Les Ministres de la religion, jadis les renards des sociétés civiles, n'en sont devenus les moutons, que parcequ'ils ont partagé, avec les Ministres des Cours, l'ignorance des rapports sociaux. Ils sont plus blamables que les autres castes, puisque, par la nature même de leurs fonctions, qui leur donnent le privilège d'interroger les consciences et de fouiller dans le coeur et l'esprit des humains, mâles et femelles, ils étoient plus à même de connoitre la nature humaine. Au lieu de précéder le siècle, ou de marcher avec lui, les Prêtres sont restés derrière. *Bossuet* gagnoit, par des égards et par des récompenses, les Ecrivains protestans, qu'il ne pouvoit gagner par la persuasion ou par la crainte: c'est ainsi qu'il convertit l'Auteur du *Grondeur* et le fameux *Pelisson.* Les Ecrivains ecclésiastiques de notre tems, qui ne sont pas, à la vérité, des *Bossuet*, au lieu de recruter les gens d'esprit, ils leur ont imprudemment fait la guerre, et comme ils n'étoient pas les plus forts, ils ont fini par succomber, et,

ce qu'ils auroient pû prévoir, par être dépouillés. Le Clergé de France étoit sans contredit le plus édifiant et le plus vertueux de l'Europe, malgré ses *Lomenie* et ses *Gobet*; mais s'il étoit riche en vertus, il étoit pauvre en lumières politiques, et ce qu'il lui reste de Docteurs est encore si peu éclairé, que si cette Lettre devenoit publique, la plûpart d'entre eux, la jugeant d'après les idées scholastiques, et ne me tenant aucun compte ni de mes vues, ni de ce que j'ai dit en faveur de la religion, y trouveroient des maximes hazardées et sentant l'impiété. Déjà, pour n'avoir pas partagé leur faux zèle, j'en ai plus d'une fois éprouvé l'aigreur mordicante; mais il est plus honorable d'être la victime, que le complice de leur impéritie.

Les Ministres des Cours ne se sont pas compromis avec les gens d'esprit, comme les Ministres des Temples; mais, paroissant ignorer que, dans une guerre d'opinion, les Ecrivains ne sont pas moins utiles que les soldats, ils se sont plus attachés à conquérir des forteresses, que des têtes fortes. Cette négligence n'est pardonnable qu'à la Russie et à l'Angleterre, où les lumières et les talens se trouvent concentrés au tour du Trône et dans le Gouvernement.

Vos amis ont trop de justesse dans les idées et trop de justice dans les sentimens, pour s'offenser de cette observation. Pénétrant les motifs de ma franchise, ils m'en sauront gré. Il y a une parenté d'esprit. Ceux qui en ont, sympathisent avec ceux qui ne manquent pas d'imagination. Cette sympathie n'en demeure ordinairement pas à l'estime; elle passe à la bienveillance; et il n'y a qu'un pas de celle-ci à l'attachement et même à la bienfaisance. Je ne serois donc nullement étonné, si, au lieu de me nuire, les observations que je me suis permises me reconcilioient avec la fortune, avec cette divinité capricieuse, qui, par les suites d'une persécution jacobine, m'a

précipité, vivant, dans une espèce de tombeau, je veux dire, dans une ville sans ressources, pour un homme de lettres, moins encore pour un observateur, heureux en idées et en conjectures politiques. Il peut arriver que, parmi les gens de votre connoissance, il se rencontre un Grand, qui le soit assez, et qui ait assez d'esprit, pour ne pas prendre pour lui ce que j'ai dit de la plûpart des Grands, et qui, éclairé ou réjouï de quelques unes de mes idées, vous demande qui je suis et où je suis, et veuille, par reconnoissance ou par singularité, me faire du bien. Dans ce cas, il en feroit, j'ose le dire, aux Gouvernemens monarchiques et à la Noblesse de tous les pays, surtout si, par sa libéralité, il me fournissoit les moyens de faire imprimer un Ouvrage qui, faute de ce métal, qui supplée à tout, et que rien ne supplée, dort, depuis près de quatre ans, dans mon porte-feuille, à la honte et même au détriment des Personnages à qui j'en ai fait connoitre l'existence *). On y prouve invinciblement que *J. J. Rousseau*, bien qu'on se soit servi de ses Ecrits pour renverser l'ancien ordre des choses, est l'ennemi le plus déterminé des maximes qu'on a mises en avant, pour anéantir la noblesse et établir le républicanisme. Les Révolutionnaires n'ont pas vû ou voulu voir, que le *Contract social* n'est qu'une utopie, un roman politique, où l'homme est considéré, non tel qu'il est, et qu'il sera toujours; mais tel qu'il devroit être, et qu'il ne sera jamais, tant qu'il aura des passions. Le Citoyen de Génève en convient lui-même, dans ses Ecrits postérieurs, et dans l'Ouvrage même (Livre III.

*) Je dois excepter l'illustre Prince Nicolas Repnin qui, lors de son depart de Berlin, m'envoya cent Ducats, que des circonstances impérieuses firent employer à une destination plus utile.

ch. 4.) en avouant, qu'il n'a jamais existé de véritable démocratie; qu'il n'en existera jamais; qu'un peuple d'Anges peut seul être gouverné démocratiquement; et qu'un tel gouvernement ne convient pas à des hommes.

Et véritablement, Monsieur, pourquoi tel Seigneur de votre société, qui ne se refuse pas le plaisir d'exercer l'ingratitude d'une *Laïs*, se refuseroit-il le plaisir, plus durable, d'exercer la reconnoissance d'un Homme de lettres qui, après avoir joui, les trois quarts de sa vie, des douceurs de l'aisance, se trouve, depuis un lustre entier, aux prises avec l'adversité, et se voit menacé de finir ses jours, loin de sa patrie, dans les horreurs de la pauvreté? Ce qui lui est le plus douloureux, c'est de ne pouvoir tirer parti des moyens qu'il a d'affermir la fortune des grands Propriétaires, menacés, oui, menacés de la perdre; (car les Princes sont dans une bien grande erreur, s'ils pensent être quittes de la maladie révolutionnaire, dont aucun Gouvernement ne paroit avoir connu la principale cause, la racine nourricière, puisqu'aucun n'a encore travaillé à l'extirper) et de ne pouvoir débiter aux Médecins politiques, le mercure et le sublimé corrosif, dont ils ont indispensablement besoin, pour rendre à cette Courtisanne corrompuë et sotte, qu'on appelle l'Europe, la santé et l'esprit qui lui manquent, pour assurer et varier les plaisirs de ses Possesseurs.

Si je parlois au Public, je m'exprimerois sans doute moins énergiquement ou moins franchement, par crainte des sots, qui ne manqueroient pas de s'offenser de mon langage *véridique*, et qu'on doit ménager, surtout, quand on cherche à rentrer en grace auprès de la Fortune, leur Protectrice et leur unique Souveraine, qui pourtant commence à se lasser de les favoriser. Mais, j'écris à un Homme qui aime la vérité, sans

fard ni parure, et qui n'est pas par conséquent de l'avis de cet Auteur, *tout* esprit, qui nous a dit que:

La vérité plait moins, quand elle toute nue,
Et c'est la seule vierge, en ce vaste univers,
Qu'on aime à voir un peu vêtue:

ce qui n'est vrai que de la sincérité, et non de la vérité morale et politique, de la vérité proprement dite, toujours bonne à voir sans voile, et à entendre, dans tous les cas possibles; mais qu'il n'est pas toujours sage de prêcher, quand elle a contre elle l'opinion publique. On a tort, ou, du moins, on paroit avoir tort, lorsqu'on a raison, avant les autres, et qu'on dévance l'opinion générale de quelques années. Qu'il me soit permis de m'honorer ici d'avoir eu de ces torts là dans plusieurs de mes Ecrits. Je me bornerai à vous en citer un seul exemple. Ouvrez mes T. S., et voyez dans le *Discours préliminaire* de l'Edition de 1779, conservé dans celle de 1781, la prédiction que je mets dans la bouche d'un Prophète, à l'occassion des ravages de l'esprit philosophique: je n'en transcrirai que la fin: „Et alors les mots signifieront chose contraire „à ce qu'ils avoient signifié auparavant; les „actions produiront un effet opposé à celui qu'elles „doivent produire: quand on prêchera la licence, „on croira qu'il s'agit de subordination; quand „on armera le fort contre le foible, le frippon „contre l'honnête homme, le valet contre son „maitre, on criera vive la justice! Quand on „bouleversera tout, qu'on encouragera tous les „vices, qu'on se permettra tous les crimes, „qu'on brisera tous les liens de la société, chacun „s'écriera, voilà le rétablissement de l'ordre, „tous les hommes vont être heureux.“

Convenez qu'il étoit difficile de mieux peindre la Révolution, et que, si les Prophéties des

Isaïes, des *Ezéchiel*, des *Habacuc*, étoient aussi claires, il n'y auroit pas tant d'incrédules, ni même de juifs, parmi nous.

J'ose dire, Monsieur, je dois même le dire, que, si j'avois été connu d'un véritable Homme d'Etat, en crédit, j'aurois épargné bien de la honte à ma Patrie, bien de l'or à l'Angleterre, bien du sang à l'Allemagne, bien des méprises à l'Autriche, bien des afflictions à l'Eglise, enfin bien des sottises à notre Siècle, celui de tous qui prêtera le plus à rire aux Siècles qui le suivront. Je ne suis qu'un nain, je le répete; mais ce petit homme ou cet homme petit, né sous le soleil de Languedoc, joignant à des yeux de Lynx la vivacité et les ongles de l'écureuil, monte facilement sur les pins et sur les cédres du Monde politique, et voit ce que les moutons, ni leurs conducteurs ne sauroient appercevoir. Au surplus, je ne serois qu'une huitre, qu'une plante, qu'un caillou, qu'il ne seroit pas impossible que ce caillou, bien placé, eut pû et puisse encore produire les plus heureux changemens en Europe. Le grain de sable, placé dans l'urètre de *Cromwel*, ne fut-il pas la principale cause du rappel des *Stuarts* sur le Trône? Ce grain de sable ne sauva t'il pas la Catholicité des nouvelles calamités qui la menaçoient? Mais le malheur a voulu, jusqu'à présent, que l'Auteur courageux des T. S. ait parlé, tantôt à des sourds, et tantôt à des aveugles. Bien qu'il ait passé trente ans de sa vie à développer, dans ses Ecrits, cette maxime de *Bacon*, que *peu de philosophie détache des préjugés, et beaucoup y ramène*; bien qu'il n'ait cessé de crier aux *Turgot*, aux *Malesherbes*, et à d'autres Ministres d'Etat, qu'il ne nomme point, (parceque, quoique obscurs, ils sont encore vivans) qu'en protégeant les Philosophes, ils protégeoient les sappeurs du Trône, qui tient à l'Autel par un mur mitoyen, il a perdu son tems, et n'a persuadé personne. Les Gens en place n'entendent que le tocsin des évènemens. La Politique a ses incrédules et ses ingrats. Aussi,

malgré tout ce que je viens de dire, je serois beaucoup moins surpris, qu'affligé, de voir que, parmi les lecteurs de cette Lettre, il ne s'en trouve pas un seul assez clairvoyant ou assez zélé, pour me pousser, non dans une urètre, mais, dans l'oreille d'un de ces Hommes qui influent, par leur place, sur la fortune publique, et qui peuvent, d'un seul mot, améliorer la mienne, sans nuire à la leur.

Je m'arrête: ma main est fatiguée; mais, comme mon zèle pour la bonne cause est infatigable, je me reserve de vous dire encore, si toutefois vous me témoignez le désir de les entendre, des choses plus extraordinaires, sans être moins vraies, sur le tems présent et sur le tems prochain.

Je suis